Rumeurs en temps de guerre

Les pillages de l'évacuation de la région frontalière franco-allemande
(1939/1940)

Maude Williams

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/allemande/2356>

DOI : 10.4000/allemande.2356

ISSN : 2605-7913

Éditeur

Société d'études allemandes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2020

Pagination : 195-208

ISSN : 0035-0974

Référence électronique

Maude Williams, « Rumeurs en temps de guerre », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande* [En ligne], 52-1 | 2020, mis en ligne le 06 juillet 2021, consulté le 18 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/allemande/2356> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/allemande.2356>

Ce document a été généré automatiquement le 18 février 2022.

Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande

Rumeurs en temps de guerre

Les pillages de l'évacuation de la région frontalière franco-allemande (1939/1940)

Maude Williams

Introduction

- 1 La rumeur¹, entendue comme fait historique et social, joue un rôle central dans la communication des sociétés en guerre. Nombreuses sont les études qui évoquent, à un moment ou à un autre, telle ou telle rumeur de guerre. Marc Bloch, la nommant « fausse nouvelle », avait déjà attiré l'attention sur son rôle au sortir de la Première Guerre mondiale, ainsi que sur la nécessité pour l'historien de l'étudier². Depuis, la « rumorologie » s'est développée, mettant en avant le fait que derrière la rumeur se cache un phénomène que l'on peut aborder avec des méthodes scientifiques³. Les historiens, bien que n'ayant pas pu faire abstraction de la rumeur, ne l'ont cependant que très peu prise comme objet d'étude à part entière, la considérant souvent comme le corollaire de tout conflit armé⁴. Or ce phénomène mérite toute notre attention. Au-delà de l'information, fût-elle vraie ou fausse, dont elle se fait le vecteur, la rumeur constitue, selon les mots de Marc Bloch, le « miroir où la 'conscience collective' contemple ses propres traits »⁵. En d'autres termes, elle permet une entrée vers une histoire des mentalités, reflète les préoccupations, les peurs, les espoirs, les préjugés et les craintes d'un groupe social donné.
- 2 Dans cet article, nous chercherons à mettre en avant les mécanismes de diffusion et les effets de la rumeur en temps de guerre en analysant les rumeurs de pillage dans le contexte spécifique de l'évacuation de la population de la région frontalière franco-allemande en 1939-1940. Dès le 1^{er} septembre 1939, deux jours avant la déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, plus d'un million de personnes habitant la « zone rouge »⁶ sont obligées de quitter leur maison et de trouver refuge à l'intérieur de leur pays respectif⁷. Le groupe des évacués, aussi bien français qu'allemand, constituera ici notre objet d'étude. De plus, par le biais de la comparaison de la diffusion de la rumeur dans deux pays aux régimes politiques différents

(république démocratique et dictature national-socialiste), cette étude pose la question de l'impact des régimes politiques sur l'attitude de la population, des médias et des États par rapport aux rumeurs en temps de guerre.

- 3 Il sera tout d'abord nécessaire d'identifier les canaux de communication par lesquels les rumeurs de pillage sont véhiculées du front vers l'arrière. Ensuite, il s'agira d'analyser la circulation des rumeurs à l'intérieur des communautés évacuées loin du front. Enfin, nous étudierons les effets que ces rumeurs de pillages engendrent sur les populations évacuées et les réactions des deux États belligérants.

Naissance et diffusion des rumeurs sur les pillages de la zone évacuée

La naissance des rumeurs au front

- 4 L'origine des rumeurs de pillages des maisons évacuées durant la drôle de guerre est à chercher du côté du front rhénan, où, aussi bien en France qu'en Allemagne, règnent l'attente, l'ennui, mais aussi l'angoisse des combats⁸. Les pillages et les dévastations perpétrés par les troupes mais aussi par certains civils sont rapidement connus des soldats du front Nord-Est, notamment par le biais des mouvements de troupe⁹, des courtes permissions¹⁰, ainsi que des discussions avec des soldats d'autres unités¹¹. Au sein des armées allemande et française, une question préoccupe les soldats : quelles sanctions sont réservées aux pillards ? Bien que les deux pays aient fixé dès le début de la guerre les peines encourues, pouvant aller jusqu'à la peine de mort¹², leur application reste cependant floue¹³ et sujette à spéculation¹⁴. De plus, tandis que certains défendent le droit de se servir dans les maisons abandonnées¹⁵, d'autres, parfois touchés personnellement par les pillages, sont profondément bouleversés par ces actes¹⁶.
- 5 Les informations sur les pillages ne se cantonnent pas au monde militaire mais migrent vers l'intérieur du pays, tout d'abord à travers les échanges avec les habitants de la « zone verte ». Cette zone, jouxtant celle du front, délimitée par les deux murs de défense, la ligne Maginot et la ligne Siegfried (ou *Westwall*), correspond au lieu où les informations sur les pillages sont « transfigurées » en rumeurs par les « témoins secondaires, qui ne parlent que par ouï-dire »¹⁷. Deux phénomènes opèrent alors : l'exagération et la simplification du récit. Les informations sur les pillages deviennent interchangeables, les traits sont grossis, généralisés par l'utilisation du pluriel et les faits sont simplifiés, rendant la source de l'information difficilement identifiable. On citera ici pour seul exemple ce constat fixé dans son carnet par Jean-Paul Sartre, stationné à Brumath, dans cette même « zone verte », et qui lui-même n'a jamais pu observer de maisons pillées :

« Le fait est qu'il y a une psychose de l'évacuation et du pillage à Brumath. Mais la caractéristique des bruits dont elle se nourrit est d'être inconsistants. Ce sont des brouillards. Aucune précision. Les faits sont comme voilés et vagues à dessein. [...] Les Alsaciens se méfient et disent : voilà ce qu'on m'a dit. En somme il s'agit plutôt d'un délire secret qui attend les faits pour cristalliser en conviction. C'est une peur hésitante et discrète qui se méfie d'elle-même et d'autrui, toujours prête à se rétracter, à se diminuer en public, mais sans doute d'autant plus tenace quand ils sont seuls ou entre eux, qu'elle n'a pas d'objet précis »¹⁸.

La zone dans laquelle se trouve Sartre est extrêmement propice aux rumeurs et ce, principalement pour deux raisons : d'une part, l'intérêt porté à l'évacuation et aux

pillages est grand puisque la population et les soldats alsaciens se sentent concernés ; les uns car ils ont peur de futures évacuations, les autres car ils craignent que leur maison ait été pillée¹⁹. D'autre part, les récits dans cette zone sont de seconde main. La véracité des faits est donc incertaine, laissant place au flou, à la spéculation et à l'imagination.

Du front à l'arrière – de l'arrière au front

- 6 Grâce à leur correspondance, les soldats étendent leur champ d'influence au-delà de la zone proche du front. La lettre est en effet le moyen de communication principal entre les soldats et l'arrière. En France, c'est dans ces lettres que les premières mentions des pillages quittent le front pour l'arrière :

« Les Prussiens n'auraient pas fait pire s'ils avaient passé [sic]. Mais tout cela n'est qu'un cas entre milles [sic]. Des camarades alsaciens de mon régiment m'ont raconté des choses pires dont j'ai honte pour les écrire dans une lettre. Voilà comment on arrange les foyers de ceux qui doivent sacrifier leur vie »²⁰.

« J'ai eu la permission et je suis allé à la maison de Buschweiler... Cela donne un coup au cœur de voir ainsi sa maison natale, tout est sans dessus dessous, on ne trouve plus rien, je n'ai même pas pu trouver mon pull-over, tout a disparu »²¹.

- 7 Dès la fin septembre 1939, le contrôle postal, déjà en vigueur pendant la Première Guerre mondiale, est réactivé en France²². En Allemagne, c'est seulement à partir de mars 1940 que les correspondances sont surveillées et censurées activement par l'État²³. L'étude des lettres des soldats du front franco-allemand aboutit à la conclusion que les pillages apparaissent plus souvent dans les lettres des soldats français, qui en parlent très fréquemment²⁴. Cette différence s'explique tout d'abord par le fait que les troupes allemandes présentes au front ne sont pas directement concernées par les pillages. Contrairement aux Alsaciens et aux Lorrains qui servent sur le front rhénan²⁵ et qui ressentent le besoin de communiquer à leurs familles leur peine et leur colère²⁶, la majorité des Sarrois et Badois est stationnée jusqu'en novembre 1939 sur le front polonais et n'est pas directement confrontée aux pillages²⁷. De plus, l'influence de l'État n'est pas à négliger, même si elle doit être fortement nuancée pour le début de la guerre. La peur des peines encourues est présente en Allemagne. Les quelques soldats qui mentionnent les pillages et critiquent la *Wehrmacht* dans leurs lettres savent qu'ils prennent un risque²⁸, contrairement aux soldats français qui parlent librement de leurs propres pillages²⁹. Ainsi, alors que la lettre du soldat constitue le vecteur premier des rumeurs sur les pillages en France, elle occupe une place secondaire de l'autre côté du Rhin et emprunte d'autres canaux. Le lien entre l'avant et l'arrière est renforcé lors des permissions de soldats qui rejoignent leur famille évacuée dans les régions d'accueil. Ces retrouvailles offrent avant tout la possibilité aux soldats d'échanger des informations avec leurs interlocuteurs de manière directe, plus détaillée et surtout sans la peur d'être contrôlé par l'État³⁰.

- 8 Les rumeurs de pillages passent aussi par la correspondance allant de l'arrière vers le front. Aussi bien en France qu'en Allemagne, lorsque les femmes évacuées ont vent des rumeurs de pillages, elles s'expriment longuement sur le sujet dans leurs lettres adressées à leurs maris au front et à leurs connaissances qui résident dans la « zone verte »³¹. Elles contribuent ainsi à la circulation des rumeurs entre la zone évacuée, le front et la zone d'accueil. Comme le déplorent les autorités militaires allemandes, les

femmes avertissent leurs maris stationnés sur le front de l'Est, augmentant l'inquiétude de ceux-ci pour leurs biens et leur famille :

« Briefschreiben. Ich bitte, dafür zu sorgen, daß die wehmütigen Briefe von Frauen an unsere an der Westfront eingesetzten Soldaten endlich aufhören. Es hat keinen Zweck, unseren Soldaten die Stimmung zu verderben »³².

Que ce soit lors des permissions ou dans les récits écrits, les rumeurs diffusées par les soldats sont prises au sérieux par la population évacuée³³. La véracité des rumeurs n'est pas remise en question car le soldat, figure d'autorité au sein de la famille et de la communauté de l'évacuation, est considéré comme un témoin oculaire, revenant directement du front et sachant mieux que quiconque ce qu'il s'y passe³⁴. Cette confiance dans la source de la rumeur ainsi que la marge de manœuvre restreinte de l'État pour influencer les propos présents dans les lettres ou les conversations interpersonnelles posent les jalons qui vont permettre à la rumeur de s'étendre rapidement dans les zones d'accueil des deux pays.

La communauté des évacués face aux rumeurs

Mobilité des évacués, catalyseur des rumeurs

- 9 Parallèlement aux lettres échangées entre les soldats et l'arrière, la mobilité des évacués constitue également un vecteur de diffusion des rumeurs sur les pillages. À l'approche de l'hiver, les évacués décident de se rendre dans la « zone rouge » (zone évacuée), à la fois pour se renseigner personnellement sur l'état de leur maison ainsi que pour aller chercher des vêtements chauds pour l'hiver et des objets qui leur sont nécessaires dans les zones d'accueil. Coupés, selon eux, de tout moyen de renseignement fiable sur leurs habitations, les évacués sont enclins à entreprendre eux-mêmes le voyage vers le front³⁵ qu'ils ne jugent pas dangereux à cause de l'absence de combat³⁶. Ces voyages, bien qu'interdits par les autorités dans les deux pays, augmentent au fur et à mesure que les évacués entendent parler des pillages. Les autorités militaires et civiles prennent alors des mesures afin de répondre au besoin en vêtements de la population et espèrent ainsi bloquer l'afflux des évacués dans les zones de l'armée³⁷. En France, les autorités locales et gouvernementales lancent également une campagne de sensibilisation visant à convaincre les évacués de ne pas se rendre au front, bel et bien dangereux³⁸. En Allemagne, le gouvernement désire faire taire dans la presse toute mention du retour de certains évacués dans leur maison³⁹. Ces techniques de découragement échouent cependant dans les deux pays, preuve en est la présence durable du problème du retour des évacués dans les actes administratifs des autorités concernées⁴⁰.
- 10 Les voyages en direction de la « zone rouge » ne sont pas simples pour autant ; les évacués rencontrent entre autres les réticences des soldats à les laisser pénétrer dans leur village⁴¹. Néanmoins, ils arrivent à atteindre leur maison, où certains découvrent avec tristesse qu'elle a été touchée par les pillages⁴².
- 11 Ce cas de figure est cependant le plus rare. En effet, la majorité des évacués ne fait pas directement l'expérience des pillages, mais en entend principalement parler lors de leur périple⁴³. La mobilité des évacués leur permet d'entendre plus fréquemment de tels récits et de les raconter à leur tour. Dans la « zone rouge », les pillages ne constituent plus un tabou et tous les évacués y sont directement ou indirectement confrontés. Une fois rentrés dans leurs régions d'accueil, les évacués français et allemands ne peuvent

taire ce qu'ils ont vu ou entendu. Un certain Joseph, parti chercher ses affaires dans un village évacué de Sarre, revient avec de terribles nouvelles pour sa famille et, par son récit, amplifie la rumeur :

« Am 29. Oktober kehrte Joseph von zuhause zurück. Er hatte sehr viel zu erzählen. Mehrere Häuser sind stark beschädigt, zwei sind abgebrannt [...] Unser Haus sei nicht beschädigt. Doch innen waren die Schränke zerbrochen, an den Küchenschränken die Scheiben eingeschlagen und das Geschirr lag in Scherben am Boden. Vor einem Bett lag die Federdecke auf dem Boden und mit Füßen getreten. Leib- und Bettwäsche, Strümpfe, Schuhe und vieles andere war verschwunden »⁴⁴.

À travers leur voyage et leur retour dans les zones d'accueil, les évacués deviennent eux-mêmes les vecteurs de la rumeur. Ils ne se déplacent pas seulement entre les zones d'accueil et le front, mais également au sein des zones d'accueil. Ici et là, les évacués entrent en contact avec un nombre très élevé de personnes et notamment avec d'autres évacués qui constituent un « bouillon de culture favorable » à la propagation des rumeurs de pillages⁴⁵.

Acteurs et lieux vecteurs de la rumeur

- 12 Dans les zones d'accueil, un système de communication propre aux évacués s'installe. Dans les premiers temps, la communication par lettre est rendue difficile par le manque d'information sur le lieu de résidence de nombreux évacués, aussi bien en France qu'en Allemagne⁴⁶. Une fois les adresses connues, ce sont majoritairement les femmes qui écrivent à d'autres femmes dans la zone d'accueil et colportent de cette manière les nouvelles que leurs maris leur ont rapportées par lettre ou lors des permissions⁴⁷. Les hommes sont eux aussi acteurs de la diffusion des rumeurs, mais beaucoup plus par leur mobilité, en se rendant en ville, dans les cafés, les gares et en allant chercher du travail⁴⁸. Au-delà de la communauté des évacués, les autorités locales⁴⁹, mais aussi les prêtres, dont la mobilité est accrue, se font les porteurs des bruits de pillage. Ces derniers effectuent d'une part des voyages en « zone rouge » pour aller chercher leur matériel d'office⁵⁰. D'autre part, comme l'abbé Maurer, dont les paroissiens sont dispersés sur plus de 180 kilomètres, les prêtres sont forcés de parcourir de longues distances pour retrouver leurs fidèles évacués⁵¹. Lors de leurs visites, ils relaient le vécu d'autres familles évacuées, recueillent les plaintes et les états d'âme de chacun et diffusent les informations récoltées lors de leurs voyages. Contrairement aux lettres officielles de l'Église, qui sont faites pour rassurer la population évacuée et dans lesquelles des propos considérés comme défaitistes ne peuvent être exprimés⁵², les prêtres peuvent diffuser par leurs discussions privées un discours différent et plus personnel⁵³.
- 13 De plus, l'église représente un lieu de sociabilité particulier pour les évacués. Elle les rassemble une fois par semaine dans une atmosphère de confiance et de familiarité, ce qui favorise l'échange de nouvelles sans peur d'être jugé et avec l'assurance d'être compris par ceux qui vivent la même chose⁵⁴. À la fin de l'office religieux, aussi bien en France qu'en Allemagne, on constate que les évacués se rassemblent et discutent, allant parfois prolonger leurs conversations dans les cafés alentours⁵⁵. En semaine, les cafés⁵⁶ ainsi que les restaurants⁵⁷ sont les lieux de rassemblement des évacués. Ils offrent ainsi la possibilité d'entretenir le lien social et de renforcer la communauté évacuée. Un autre lieu de diffusion de la rumeur est lié au caractère mobile des évacués. Les gares, par lesquelles ils transitent pour se rendre soit dans la « zone rouge », soit dans une autre ville des zones d'accueil, constituent en effet un lieu privilégié des rumeurs⁵⁸.

Celles-ci ne sont donc pas cantonnées au domaine privé, mais sont également discutées en public. Aussi bien en Allemagne qu'en France, on constate que les évacués en parlent dans les rues et sur les places⁵⁹. De plus, la distribution du courrier constitue un moment important pour les évacués pendant lequel ils font part aux autres de ce que leurs correspondants ont écrit dans leurs lettres⁶⁰. Ainsi, la nouvelle transportée par lettre est diffusée directement au sein d'un groupe de personnes, et non seulement au véritable destinataire de la lettre⁶¹. À travers leur mobilité et leurs échanges épistolaires, que les deux États ne peuvent ni entièrement freiner ni contrôler, les évacués disposent d'un large champ de communication. En Allemagne comme en France, ils reçoivent alors d'autres informations que celles transmises par l'État et créent des récits alternatifs.

Érosion des *imagined communities* et impuissance des États

Caisse de résonance et émotions au sein de la communauté évacuée

- 14 Lorsque ces informations parviennent aux évacués dans les zones d'accueil, elles arrivent sur un terrain propice à leur réception. À travers elles, les personnes expriment « leurs préjugés, leurs haines, leurs craintes et toutes leurs émotions fortes »⁶². Dans le cas des rumeurs de pillages qui se développent dans les cercles des évacués, cette affirmation prend tout son sens. Ainsi, la rumeur trouve chez les évacués une « caisse de résonance »⁶³, et ce pour trois raisons. Premièrement, elle s'inscrit dans un climat de perte totale de repères au sein de la population évacuée, qui se sent rejetée dans les zones d'accueil⁶⁴. Ce « fond d'endémicité »⁶⁵ propre aux rumeurs pousse les évacués à croire que les soldats auraient pu causer des dégâts dans leur maison. Deuxièmement, le manque d'information sur les zones évacuées renforce leur soif de nouvelles et leurs soupçons⁶⁶. En répandant des nouvelles négatives sur les zones évacuées, les rumeurs contribuent à alimenter un imaginaire fortement enclin à croire au pire⁶⁷. Enfin, les vecteurs des rumeurs de pillage sont des personnes de confiance pour les évacués, si bien que la véracité de leurs propos n'est pas remise en question, ce qui favorise leur prolifération.
- 15 Chez les évacués, les rumeurs de pillage déclenchent des réactions et des émotions communes qui s'expriment à travers leurs journaux intimes, leurs lettres et poèmes mais aussi dans les plaintes qu'ils adressent aux autorités. Des deux côtés du Rhin, la tristesse⁶⁸ et la colère⁶⁹ sont les émotions qui ressortent majoritairement des ego-documents. Dans les deux pays, elles dépassent la sphère privée et sont exprimées dans l'espace public par le biais de plaintes au gouvernement et aux autorités locales⁷⁰. Les rumeurs causent avant tout une insatisfaction profonde vis-à-vis du gouvernement et de l'armée. En France, cette colère vient parfois renforcer, chez certains évacués autonomistes alsaciens, un sentiment anti-français qui inquiète les autorités⁷¹. En Allemagne, ces plaintes expriment une remise en cause de la propagande étatique, notamment de la *Volksgemeinschaft*⁷² dont le mythe vient se briser au contact de la vie réelle⁷³. Dans les deux communautés d'évacués, les rumeurs provoquent une remise en question des « communautés imaginées » que les États tentent d'instaurer par leur propagande et leur action au niveau national et local. À la place, les évacués mettent en

avant une « communauté de lieu »⁷⁴, renforcée par le développement d'une « communauté émotionnelle »⁷⁵.

Les réactions étatiques française et allemande face aux rumeurs

- 16 Effrayées par les troubles que de telles rumeurs pourraient causer au sein de la population, les autorités gouvernementales et locales, françaises et allemandes, ne restent pas inactives, mais tentent de les endiguer. En Allemagne, les autorités civiles et militaires sont conscientes que les rumeurs entachent l'image de la *Wehrmacht* et nuisent à la mobilisation de la population pour la guerre⁷⁶. Afin de couper court aux rumeurs, ils tentent de bloquer, sinon de réduire la mobilité des évacués, notamment leur accès à la « zone rouge », mais en vain⁷⁷. Parallèlement, la loi allemande punit toute diffusion de rumeurs qu'elle considère comme une forme de propagande ennemie⁷⁸. Malgré les dénonciations et les enquêtes, les rumeurs sur les pillages courent toujours⁷⁹. Une campagne médiatique est alors organisée afin de contrer les rumeurs dans les journaux régionaux proches du front. Elle consiste à dénoncer comme pillards les marginaux et les soldats français, plus particulièrement les soldats coloniaux⁸⁰. Il s'agit, par le biais d'articles sur la peine encourue (la mort par pendaison) et sur les sanctions prononcées par les tribunaux, de montrer l'intransigeance du gouvernement allemand envers les pillards et son soutien aux évacués⁸¹. Cette campagne faite pour rassurer les évacués est accompagnée, très tardivement en comparaison avec le cas français, de promesses officielles d'indemnisation. Brèves et floues dans une allocution du *Gauleiter* Bürckel en janvier 1940⁸², elles sont reprises par Adolf Hitler dans un appel à la population évacuée en juin 1940⁸³.
- 17 L'attitude du gouvernement français n'est pas complètement différente de celle des nationaux-socialistes. En effet, les autorités ont également peur des répercussions négatives des rumeurs de pillages⁸⁴. Cette peur mène les autorités à lancer une campagne de sensibilisation aux « fausses nouvelles »⁸⁵. Elle les pousse aussi à faire preuve de méfiance vis-à-vis des évacués. Ainsi, en France, des enquêtes et des arrestations pour diffusion de propos défaitistes se basant sur la révélation des rumeurs de pillages ont lieu⁸⁶ ; mais là aussi, sans succès⁸⁷. Ces arrestations contribuent cependant à créer un climat de méfiance dans les zones d'accueil. Parallèlement aux mesures juridiques de répression, l'État mène, comme en Allemagne, une campagne pour rassurer la population évacuée. Contrairement à la presse allemande, les faits de pillages sont tus en France jusqu'en novembre 1939, lorsque Camille Chautemps prend la parole à la radio pour s'adresser aux évacués⁸⁸. Il désire tout d'abord les rassurer en leur promettant que les soldats français veillent sur leurs maisons et que la « légitime réparation qui [leur] est due ne [leur] sera pas marchandée »⁸⁹. Cependant, ce discours a l'effet opposé de celui escompté. Il suscite la critique des soldats qui se moquent des propos du gouvernement⁹⁰, mais aussi des évacués qui s'inquiètent encore plus pour leur maison et qui veulent être indemnisés⁹¹. C'est en effet après ce discours que les plaintes adressées au gouvernement concernant les pillages sont les plus nombreuses⁹². Les deux États ne peuvent donc empêcher les rumeurs de se propager. Ainsi, le système étatique, qu'il soit autoritaire ou démocratique, n'arrive pas à prendre le dessus sur les flux de communication interpersonnels et communautaires.
- 18 Cet effort des États pour réagir aux troubles au sein de la population dévoile les interactions entre population et État, même dans un État autoritaire aux aspirations

totalitaires, tel le régime national-socialiste. On peut alors apporter une réponse à la question de Ian Kershaw quant à l'impact de la population sur la propagande et la politique nationale-socialiste⁹³ en affirmant que des interactions ont effectivement lieu et que le système de communication autoritaire nazi ne peut agir autrement qu'en tenant compte des mouvements et des réactions au sein de sa population. En allant plus loin, on peut avancer que la tentative du régime pour asseoir sa mainmise totalitaire n'est pas couronnée de succès et que les campagnes pour contrer les rumeurs se brisent face à la puissance des liens intercommunautaires et l'expérience réelle de la population.

Conclusion

- 19 La rumeur s'avère être un excellent indicateur de la mentalité d'un groupe social donné et permet à l'historien d'identifier l'univers mental d'une partie de la population réactive à certains bruits. Ceux-ci mettent également en exergue les tensions sous-jacentes dans les sociétés en guerre. Ainsi, en 1939-1940, les évacués de France et d'Allemagne doutent de la confiance qu'ils peuvent accorder à leur gouvernement et leur armée, ce qui se reflète par la prolifération des nouvelles de pillage. On constate alors une remise en question de l'impact réel des propagandes étatiques auprès des populations qui, en temps de guerre, continuent à disposer de leurs canaux d'informations informels et interpersonnels contredisant la propagande véhiculée par l'État. L'étude de la lutte des États contre les rumeurs de pillage renforce cette thèse et met en avant l'impuissance des États à contrôler entièrement la communication de leur population, que ce soit sous le régime républicain français ou le régime national-socialiste allemand.

NOTES

1. Nous entendons ici par rumeur une « information qui n'a pas été infirmée ou confirmée par les autorités étatiques et qui se développe dans un corps social », Jean-Noël KAPFERER, *Rumeurs. Le plus vieux média du monde*, Paris, Seuil, 1998, p. 20.
2. Marc BLOCH, *Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre* (1921), Paris, Allia, 2012.
3. On citera seulement pour exemple parmi les nombreuses analyses de Pascal FROISSART, *La rumeur. Histoire et fantasmes*, Paris, Belin, 2010, ainsi que les travaux de Françoise REUMAUX, « Traits invariants de la rumeur », *Communications*, 52/1 (1990), p. 141-159 et d'Emmanuel TAÏEB, « Des rumeurs de guerre », *Quaderni*, 49/1 (2002), p. 5-16.
4. On notera comme exception : Florian ALTENHÖNER, *Kommunikation und Kontrolle : Gerüchte und städtische Öffentlichkeiten in Berlin und London 1914/1918*, Munich, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2008 ; Arthur PONSONBY, *Mensonges et rumeurs en temps de guerre*, Saint-Genis-Laval, Éd. du Dragon Vert, 1996 ; Christophe PROCHASSON et Anne RASMUSSEN, *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2004 et dans une certaine mesure : Alan KRAMER, John HORNE, *Les atrocités allemandes 1914* (traduit par Hervé-Marie BENOÎT), Paris, Tallandier, 2005. En Allemagne, les sciences de la

communication, la sociologie et la psychologie se sont intéressées à la rumeur pendant la Seconde Guerre mondiale : Franz W. DRÖGE, *Der zerredete Widerstand : zur Soziologie und Publizistik des Gerüchts im 2. Weltkrieg*, Düsseldorf, Bertelsmann, 1970 ; Christoph H. ROLAND, *Das Gerücht im Dritten Reich zwischen 1939 und 1945 : soziologisch-linguistische Betrachtungen zur Kommunikationsform des Gerüchtes*, Tübingen, UI Medienverlag, 2001 ; Horst SCHUH, *Das Gerücht. Psychologie des Gerüchts im Kriege*, Munich, Bernard U. Graefe, 1985.

5. M. BLOCH, *Réflexions d'un historien* (note 2), p. 41.

6. La « zone rouge » est définie comme l'espace se situant entre les deux lignes de défense, respectivement ligne Maginot du côté français et ligne Siegfried – ou *Westwall* – du côté allemand.

7. Sur les évacuations de la région frontalière franco-allemande se référer aux travaux issus du projet de recherche franco-allemand DFG/ANR (2011-2016), entre autres : Fabian LEMMES, Johannes GROSSMANN, Nicholas WILLIAMS *et al.* (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol Verlag, 2014 ; Olivier FORCADE, Mathieu DUBOIS, Johannes GROSSMANN *et al.* (dir.), *Exils intérieurs : les évacuations à la frontière franco-allemande*, Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne, 2017 ; Nicholas WILLIAMS, *An « Evil Year in Exile » ? The Evacuation of the Franco-German Border Areas in 1939 under Democratic and Totalitarian Conditions*, Berlin, Metropol, 2018 ; Maude WILLIAMS, « Ihre Häuser sind gut bewacht ». *Kriegskommunikation und Evakuierung in Deutschland und Frankreich 1939/40*, Berlin, Metropol Verlag, 2019.

8. Sur les conditions de vie et le moral des troupes françaises et allemandes, voir : Maude WILLIAMS et Bernard WILKIN, *French soldiers' morale in the Phoney War (1939-1940)*, New York, Routledge, 2017 ; Klaus BACKES, *Leben und Sterben am Westwall*, Edingen-Neckarhausen, Edition Ralf Fetzer, 2011 ; Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Les Français de l'an 40, t. 2 : Ouvriers et soldats*, Paris, Gallimard, 1990.

9. Service historique de la Défense (désormais SHD), 27 N 69, Lettre d'un capitaine (10° R.A.D.-19° D.I.), Note pour le commandement (dépouillement des rapports de Contrôle postal – sur la correspondance des Armées vers l'intérieur – reçus du 24 au 27 novembre 1939), 28.11.1939.

10. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 04.11.1939.

11. K. BACKES, *Leben und Sterben am Westwall* (note 8), p. 57.

12. *Journal officiel de la République française*, « Décret réprimant le pillage en temps de guerre », 02.09.1939, p. 10974 ; « Volksschädigungsverordnung (VVO) vom 5. September 1939 », cité dans : Irmtraut EDER-STEIN, « Plünderung im Freimachungsgebiet 1939/1940. Ein Strafbestand in Strafrecht und Rechtsprechung des NS-Staates », in : Wolfgang HAUBRICHS, Wolfgang LAUFER et Reinhard SCHNEIDER (dir.), *Zwischen Saar und Mosel, Sarrebruck, Saarbrücker Druckerei und Verlag*, 1995, p. 419-436, ici p. 420.

13. En Allemagne, bien que 98 % des pillages aient été effectués par des militaires, seulement 20 procès ont été menés par des tribunaux militaires (*Feldkriegsgerichte*) tandis que les cours de justice civile condamneront 56 personnes. Nous avons connaissance de 5 peines de mort (non exécutées) prononcées par les tribunaux militaires et 7 peines de mort prononcées par les tribunaux civils (3 exécutées). Cf. I. EDER-STEIN, « Plünderung im Freimachungsgebiet 1939/1940 » (note 12), p. 430. En France, aucun cas d'exécution n'est connu. Certains pillards ont été dégradés, d'autres ont été condamnés à une peine d'emprisonnement ou d'isolement ; SHD, 27 N 69, Grand Quartier Général, Gamelin au Commandant Théâtre d'Opérations N.E., 26.10.1939 ; Archives départementales du Bas-Rhin (désormais ADBR), 98 AL 283, Rapport de M.M. Charles Saint-Venant et Paul Sion, Députés, Visite du Département du Haut-Rhin, s.d.

14. SHD, 27 N 69, Lettre d'un soldat du 150° R.A. à pied, Rohrbach, Contrôle postal, Note pour le commandement (Dépouillement des rapports de contrôle postal reçus les 13 et 14 octobre), 14.10.1939.

15. K. BACKES, *Leben und Sterben am Westwall* (note 8), p. 57 ; SHD, 27 N 69, IV^e Armée, Note pour le commandement, 14.10.1939.
16. SHD, 27 N 69, Lettre d'un capitaine à sa famille, Contrôle postal, Note pour le commandement, 18.01.1940.
17. M. BLOCH, *Réflexions d'un historien* (note 2), p. 43.
18. Entrée du 26.11.1939, Jean-Paul SARTRE, *Les carnets de la drôle de guerre, Novembre 1939-Mars 1940*, Gallimard, 1983, p. 68. Dans son analyse, Sartre rejoint, par l'idée de « délire secret qui attend les faits » le constat fait par Marc Bloch concernant les fausses nouvelles de la Première Guerre mondiale : « Une fausse nouvelle naît toujours de représentations collectives qui préexistent à sa naissance ; elle n'est fortuite qu'en apparence, ou, plus précisément, tout ce qu'il y a de fortuit en elle est l'incident initial, absolument quelconque, qui déclenche le travail de l'imagination ; mais cette mise en branle n'a lieu que parce que les imaginations sont déjà préparées et fermentent sourdement », M. BLOCH, *Réflexions d'un historien* (note 2), p. 40-41.
19. SHD, 27 N 69 ; J.-P. SARTRE, *Les carnets de la drôle de guerre* (note 18), p. 66-68.
20. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 21.12.1939.
21. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 13^e XD.I, VIII^e Armée, 09.11.1939.
22. SHD, 27 N 69-70.
23. Klaus LATZEL, *Deutsche Soldaten – nationalsozialistischer Krieg ? Kriegserlebnis, Kriegserfahrung 1939-1945*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1998, p. 27 ; Bundesarchiv-Militärarchiv Freiburg i. Breisgau (désormais BArch-MA), RH 20-11/36, Kurzer Bericht über die Tagung der Leiter von Feldpostprüfstellen in Berlin, 21.03.1941 ; Gerald LAMPRECHT, *Feldpost und Kriegserlebnis. Briefe als historisch-biographische Quelle*, Innsbruck, Studien Verlag, 2001, p. 50.
24. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le Commandement, 13^e XD.I, VIII^e Armée, 09.11.1939.
25. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement (Dépouillement des rapports de contrôle postal reçus les 1^{er} et 2 Novembre), 04.11.1939.
26. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 01.11.1939.
27. Karl-Heinz FRIESER, *Le mythe de la guerre-éclair : La campagne de l'Ouest de 1940*, Paris, Belin, 2003.
28. Landesbibliothek Stuttgart, Sammlung Sterz, « Unteroffizier J. S., Stab II/Inf. Rgt.226, 79. Inf. Div. », cité dans : Ortwin BUCHBENDER, Reinhold STERZ, *Das andere Gesicht des Krieges*, Munich, Beck, 1999, p. 46.
29. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 18.01.1940 ; SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 21.12.1939.
30. Martin HUMBURG, « 'Jedes Wort ist falsch und wahr – das ist das Wesen des Worts'. Vom Schreiben und Schweigen in der Feldpost », in : Veit DIDCZUNEIT, Jens EBERT et Jander THOMAS (éd.), *Schreiben im Krieg – Schreiben vom Krieg*, Essen, Klartext-Verlag, 2011, p. 75-85, ici p. 83 ; Archives nationales Paris (désormais AN), F 23 /228, Lettre d'une femme à son mari, Couhé, 13.12.1939. Les mêmes réactions ont été identifiées pour la Première Guerre mondiale. Voir : Jean-Noël JEANNENEY, « L'opinion publique en France pendant la Première Guerre mondiale », *École française de Rome*, 54/2 (1984), p. 209-227, ici p. 216.
31. Les femmes évacuées ont pris connaissance des rumeurs de pillages par des évacués s'étant rendus dans les zones évacuées du front et étant revenus dans les zones d'accueil.
32. « Note. Prière de veiller à ce que les lettres mélancoliques de femmes destinées à nos soldats stationnés sur le front Ouest cessent enfin. Cela ne sert à rien de nuire au moral de nos soldats » (traduction de l'auteure), Stadtarchiv Bad Bergzabern (désormais StBB), Abt. A II, Nr. 168 b Mappe 2, Rundschreiben Nr. 7 Lämmel an alle Ortvertrauensmänner, Betreuungsst. des Kreises Landau-Bergz, Bamberg, 06.10.1939.
33. ADBR, 98 AL 283, Lettre d'une évacuée de Le Dorat, Haute-Vienne, à Monsieur Chautemps, 07.11.1939.
34. F.W. DRÖGE, *Der zerredete Widerstand* (note 4), p. 163 ; H. SCHUH, *Das Gerücht* (note 4), p. 29.

35. ADBR, 98 AL 283, Lettre d'une évacuée de Le Dorat, Haute-Vienne, à Monsieur Chautemps, 07.11.1939 ; Maria BIEWER, *Ein Leben lang im Dreiländereck Deutschland, Frankreich, Luxemburg : neun Jahrzehnte lang scharf nachgedacht und Selbsterlebtes geschildert aus hellen und ganz dunklen Tagen*, Paris, Helios, 2007, p. 54.
36. Landesarchiv Speyer (désormais LA Speyer), T 65 Z 3244, Der Leiter der Zentralbetreuungsstelle des Kreises Landau-Bergzabern an den Gaupropagandaleiter Pg. Templer, 31.09.1939 ; Camille CHAITEMPS, *Camille Chautemps. Cahiers secrets de l'armistice : 1939-1940*, Paris, Plon, 1963, p. 61.
37. En France, il s'agit de l'« opération de récupération » (AN, F 23/228, Préfecture de la Haute-Vienne, à Messieurs les maires du département et à Messieurs les maires alsaciens, 05.12.1939) et en Allemagne de la « Schlüsselaktion » (Katja KLEE, *Im « Luftschutzkeller des Reiches »*, Munich, Oldenbourg, 1999, p. 35).
38. AN, F 41/976, Note n° 179 de la censure signé M. Martinaud Deplat, 18.09.1939.
39. BArch, R 55 /33841, « V.I.Nr. 66/39, 4. Jede Berichterstattung über die Rückkehr von Bewohnern der Freimachungsgebiete im Westen in ihren früheren Wohnstätten ist untergesagt », 14.12.1939.
40. Hessisches Staatsarchiv Darmstadt, G 15 Alsfeld Nr. 0133, NSDAP an die Gauleitung der NSDAP zur Kenntnis, Rundschreiben Nr. V 10/40. Gewährung von Freifahrt für Fahrten Rückgeführter, 23.4.1940 ; AN, F 23/230, Le préfet de la Vienne à Monsieur le Vice-Président du Conseil Service Central des Réfugiés, 21.12.1939.
41. Gustav NIEDERLÄNDER, « Erinnerung an 1939. Die Zeit der Rückführung », in : Bernard BECKER (éd.), *Tagebücher und Erlebnisberichte aus dem Zweiten Weltkrieg (1939-1945)*, St. Ingbert, F.X. Demetz, 1995, p. 21-31, ici p. 26 ; AN, F 23/228, Extraits de lettre, Schaeferhof, 14.12.1939.
42. Maria GROH, « Der Herrgott war noch unser einziger Trost. Aus dem Tagebuch von Maria Groh », in : ARBEITSKREIS DORFGESCHICHTE (éd.), *Ommersheimer Dorfchronik. Zeitzeugen Zweiter Weltkrieg, t. 2 : Zeitzeugen II. Weltkrieg - Ommersheimer Soldaten erzählen*, Mandelbachtal-Ommersheim, Arbeitskreis Dorfgeschichte, 2009, p. 80-91, ici p. 88 ; SHD, 28 N 52, Résumé des notes et documents de l'Institut d'Études Européennes, décembre 1939-avril 1940, Groupe d'armée n° 3, La guerre et le problème alsacien, 10.12.1939.
43. LA Speyer, T 65 Z 3244, Hauptmann Leister an Herrn Kreisleiter Lämmel, Landau/Pfalz, 21.09.1939 ; ADBR, 98 AL 283, Lettre d'un groupe de réfugiés de Criray, 11.10.1939.
44. Barbara NIKOLAUS, « Tagebuch von Barbara Nikolaus, geb. Rödel, Erfweiler-Ehlingen (1. September 1939-6. November 1940) », in : B. BECKER (éd.), *Tagebücher und Erlebnisberichte aus dem Zweiten Weltkrieg* (note 41), p. 11.
45. M. BLOCH, *Réflexions d'un historien* (note 2), p. 14.
46. ADBR, 98 AL 656, Institut d'Études Européennes de Strasbourg, La recherche des adresses des évacués d'Alsace, 17.03.1940 ; BArch-MA, RH 21/2/628, Material zur geistige Betreuung der Truppe nur zur Verwertung für Nachrichtenblätter usw. abgeschossen, 27.09.1939.
47. Collection du projet DFG/ANR « Les évacuations dans l'espace frontalier franco-allemand » (désormais Collection EDEFFA), Abschrift Brief, Nekarau, 12.11.1939 ; AN, F 23/228, Le préfet de la Moselle à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Contrôle postal. Moral et doléance des populations évacuées, 16.01.1940.
48. En Allemagne : Eintrag vom 16.11.1939 in Wernsdorf, in : Collection EDEFFA, Familienchronik Maas ; en France : Gilles MORIN, « Paroles de "défaitistes" : communistes, pacifistes et protestataires durant la "drôle de guerre" », in : Sylvie LE CLECH, Christian OPPETIT et Serge WOLIKOW (éd.), *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943). Nouveaux outils, nouvelles archives*, Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2016, p. 105-118, ici p. 108.
49. Archives départementales des Landes, RS 1037, Enquête-Mission Jeanne Peyreberre de Guilloutet, 28.12.1939.

50. Georg Friedrich EBERLEIN, « The Priest is a good man. Aus dem Tagebuch von Pfarrer Georg Friedrich Eberlein », in : ARBEITSKREIS DORFGESCHICHTE (éd.), *Ommersheimer Dorfchronik* (note 42), p. 26-79, ici p. 40 ; Archives de l'évêché de Strasbourg (désormais AES), Guerre 1939-1945, Lettre de l'évêque de Blois à l'évêque de Strasbourg, 10.02.1940.
51. AES, Fonds Guerre 1939-45, Évacuations-1, Lettre de l'abbé X. Maurer, curé doyen de Huningue au chanoine Wegfahrt, cité dans : Maude WILLIAMS, « La communauté catholique d'Alsace-Lorraine face aux évacuations (septembre 1939-juin 1940) », *Annales de l'Est*, 2 (2014), p. 203-224, ici p. 211 ; Landeskirchliches Archiv der Evangelisch-Lutherischen Kirche in Bayern (désormais LAELKB), LKR 25-2560, Evangelisch-Lutherisches Stadtpfarramt Donauwörth An Evang. Luth. Landeskirchenrat in München, Betreff : Rückwanderer, hier Benzinbezug, 11.12.1939.
52. Archiv der katholischen Kirche, Speyer, Nachlass Schmitt (1905-1945) ; Zentralarchiv der ev. Kirche der Pfalz – Speyer, Evangelischer Kirchenbote für die Pfalz Sonntagsblatt, Grußwort der prot. pfälz. Landeskirche an die Glaubensgenossen, die die pfälzische Heimat verlassen mußten, 29.10.1939 ; en France, AES, Pfarrbrief von Pfarrer Kapps, Liebe Pfarrkinder ! Montpon-sur-l'Isle (Dordogne) [en allemand, donc], 17.03.1940, *L'indépendant de Lot-et-Garonne*, « Mgr Ruch Évêque de Strasbourg a visité les populations de son diocèse évacuées en Lot-et-Garonne », 21.10.1939.
53. Frauke FELDMANN, *Die Evakuierung im deutsch-französischen Grenzraum 1939/1940. Evakuierungserfahrung im Spiegel priesterlicher Korrespondenzen des Bistums Metz*, Diplomarbeit, Universität des Saarlandes, 2013, p. 26 ; Eintrag vom 16.11.1939, in : Collection EDEFFA, Familienchronik Maas.
54. Alban WACK, *Meine Erlebnisse im Zweiten Weltkrieg und in der Nachkriegszeit in Gersheim*, Selbstverlag, 1999, p. 5.
55. Ida KETTENBAUM, « Der Vater stirbt in der Evakuierung », in : ARBEITSKREIS DORFGESCHICHTE (éd.), *Ommersheimer Zivilpersonen erzählen*, t. 1. : *Zeitzeugen II. Weltkrieg – Ommersheimer Zivilpersonen erzählen*, Mandelbachtal-Ommersheim, Arbeitskreis Dorfgeschichte, 2009, p. 396-407, ici p. 403.
56. Entrée du 09.09.1939, dans : Collection EDEFFA, *Tagebuch Anneliese Recktenwald* ; Rémy SEIWERT, *Papy, mamie, raconte-moi l'exode de 1939-1940*, Rome, Arti'Grafiche, 2010, p. 147.
57. Dans le Sud-Ouest de la France, de nombreux cafés, restaurants et même des brasseries alsaciennes voient le jour. Ces lieux constituent alors un endroit privilégié de rassemblement pour la population évacuée. Cf. *L'Avenir de la Vienne*, « L'ouverture d'une brasserie lorraine à Poitiers », 19.11.1939.
58. Entrée du 16.11.1939 à Wernsdorf, dans : Collection EDEFFA, Familienchronik Maas.
59. ADBR, 98 AL 283, Le contrôleur général de la Sûreté nationale, à Monsieur le directeur général de la Sûreté nationale (Inspection des Services de Police administrative), à Paris, Limoges, 22.12.1939 ; LAELKB, LKR 25-2562, Evang.-Luth. Pfarramt, Hohenfeld an das Evang.-Luth. Dekanat in Kitzingen, betreff : Rückwanderer, 10.10.1939.
60. LAELKB, LKR 25-2562, Evang.-Luth. Pfarramt, Hohenfeld an das Evang.-Luth. Dekanat in Kitzingen, betreff : Rückwanderer, 10.10.1939 ; Georges FORLEN, *Saint-Louis, Lecture : récits de l'évacuation 1939-1940*, Huningue, Bieler, 1969, p. 52.
61. ADBR, 98 AL 283, Lettre d'un groupe de réfugiés de Criray, 11.10.1939.
62. M. BLOCH, *Réflexions d'un historien* (note 2), p. 14.
63. F. REUMAUX, « Traits invariants de la rumeur » (note 3), p. 146.
64. Les Alsaciens et les Lorrains sont traités de « Boches » en France, tandis que les Sarrois sont qualifiés de *Franzosenköpfe* (« têtes de Français ») par leurs hôtes allemands. Voir, particulièrement sur l'aspect culturel du défi de l'évacuation, N. WILLIAMS, *An « Evil Year in Exile » ?* (note 7).
65. Bernard PAILLARD, « L'écho de la rumeur », *Communication*, 52/1 (1990), p. 125-139, ici p. 130.

66. M. BIEWER, *Ein Leben lang im Dreiländereck* (note 35), p. 54 ; ADBR, 98 AL 283, Lettre d'une évacuée de Le Dorat, Haute-Vienne, à Monsieur Chautemps, 07.11.1939.
67. Carl von CLAUSEWITZ, *Vom Kriege*, 1832, www.hs-augsburg.de/~harsch/germanica/Chronologie/19Jh/Clausewitz/cla_kri1.html#6 (consulté le 10.06.2019).
68. Entrée du 16.11.1939 à Wernsdorf, dans : Collection EDEFFA, Familienchronik Maas ; ADBR, 98 AL 283, Lettre d'une évacuée du Bas-Rhin en Haute-Vienne, à Monsieur Chautemps, 18.11.1939.
69. BArch, R 3101-32215, Ernst A. Schmitt diel, Geschäftsführer der Fa H. Lampert GmbH Lebensmittel-Großhandlung in Saarbrücken, in Kaiserslautern, 11.09.1939 ; ADBR, 98 AL 283, Lettre d'un évacué, s.d.
70. Bericht zur innenpolitischen Lage (Nr. 13) vom 08.11.1939, in : Heinz BOBERACH, *Meldungen aus dem Reich. Die geheimen Lageberichte des Sicherheitsdienstes der SS 1938-1945*, t. 2, Herrsching, Pawlak, 1984, p. 440 ; ADBR, 98 AL 283, Lettre d'une évacuée du Bas-Rhin en Haute-Vienne, à Monsieur Chautemps, 18.11.1939.
71. ADBR, 98 AL 283, Le Commissaire spécial à Monsieur le Commandant du B.C.R. État-Major, 2° Bureau, Au sujet d'une lettre écrite par une dame M., née F. M. L., réfugiée à Vaux-en-Couhé, 19.12.1939.
72. Collection EDEFFA, Lettre de Peter L., Mühlheim-Heicksen, novembre 1939.
73. De nombreuses études ont montré la rude confrontation de la « communauté imaginée » que représente la « Volksgemeinschaft » avec la réalité vécue par la population allemande : voir notamment Dietmar von REEKEN et Malte THIESSEN (éd.), « Volksgemeinschaft » als soziale Praxis : Neue Forschungen zur NS-Gesellschaft vor Ort, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2013.
74. Ferdinand THÖNNIES, *Gemeinschaft und Gesellschaft, Grundbegriffe der reinen Soziologie*, Berlin, Karl Curtius, 1922, p. 15.
75. Damien BOUQUET, « Le concept de communauté émotionnelle selon B. H. Rosenwein », *Bulletin du centre d'études médiévales d'Auxerre, BUCEMA*, hors-série n° 5 (2013), journals.openedition.org/cem/12535#ftn2 (consulté le 10.06.2019).
76. Bericht zur innenpolitischen Lage (Nr. 13) vom 8.11.1939, in : H. BOBERACH, *Meldungen aus dem Reich*, t. 2 (note 70), p. 440 ; StBB, Abt. A II, Nr. 168 b Mappe 2, Rundschreiben Nr. 7 Lämmel an alle Ortvertrauensmänner, Betreuungsst. des Kreises Landau-Bergz, Bamberg, 06.10.1939.
77. Sur la mobilité incontrôlée des évacués, voir M. WILLIAMS, « Ihre Häuser sind gut bewacht » (note 7).
78. Bernward DÖRNER, « Heimtücke », *Das Gesetz als Waffe. Kontrolle, Abschreckung und Verfolgung in Deutschland 1933-1945*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 1998, p. 17-62.
79. Staatsarchiv Bamberg, K8, Nr. 9205 II, Document sans titre, Procès-verbal du « Gendarmerie Kreisführer Ebermannstadt » au « Landrat Ebermannstadt », 09.10.1939.
80. *Nassauer Volksblatt*, « Die Kämpfe an der Westfront », 11.11.1939.
81. *Hamburger Tageblatt*, « Todesstrafe für Volksschädlinge », 09.09.1939.
82. Landesarchiv Saar, Nachlass Andres 8, Josef Bürckel Gauleiter Saarpfalz, Kriegswihnacht 1939.
83. *Berliner Börsen Zeitung*, « Stunde der Heimkehr », 25.06.1940 ; *Frankfurter Zeitung*, « Die Stunde der Rückkehr », 26.06.1940.
84. ADBR, 98 AL 283, Lettre du Préfet du département du Bas-Rhin à Monsieur le Vice-Président du Conseil Cabinet, Affaires d'Alsace et de Lorraine, 18.10.1939.
85. Archives départementales de la Vienne, 101 W 5, Les semeurs de 'fausses nouvelles'. Note transmise à *Centre et Ouest* et *Avenir de la Vienne*, 17.09.1939.
86. ADBR, 98 AL 283, Déclaration de M^{lle} Nina, institutrice à Reichshoffen y demeurant, a/s d'une lettre dans laquelle elle impute des pillages à des officiers, Haguenau, 23.11.1939.
87. ADBR, 98 AL 275, Direction générale de la sûreté nationale, le commissaire divisionnaire à monsieur le préfet du Bas-Rhin, 06.02.1940.

88. *Strasbourg en Périgord*, « Camille Chautemps a parlé aux réfugiés d'Alsace et de Lorraine », 12.11.1939.
89. *Ibid.*
90. SHD, 27 N 69, Contrôle postal, Note pour le commandement, 18.01.1940.
91. ADBR, 98 AL 283. Les plaintes envoyées au Vice-Président ont été transmises aux préfets des départements concernés afin que des enquêtes soient menées.
92. ADBR, 98 AL 283 ; AN, F 23/231.
93. Ian KERSHAW, *Popular Opinion and Political Dissent in the Third Reich, Bavaria 1933-1945*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 378-379.
-

RÉSUMÉS

En septembre 1939, plus d'un million de personnes sont déplacées des deux côtés du Rhin afin d'être transportées vers l'intérieur de leur pays respectif. En Allemagne et en France, ces évacuations mettent à rude épreuve les deux États, leur population mais surtout les relations que les populations évacuées entretiennent avec les dirigeants. Coupés de leurs sources d'informations habituelles (journaux régionaux, radio), les populations évacuées s'en remettent à leurs réseaux de connaissances. De ces échanges entre évacués émergent des rumeurs qui s'avèrent être d'excellents indicateurs de la mentalité des évacués. Elles reflètent leurs inquiétudes, leurs espoirs et leurs doutes. Les États, quant à eux, tentent de les endiguer, employant des méthodes différentes selon leur régime politique. L'étude des rumeurs et des réactions étatiques est essentielle pour tout historien cherchant à comprendre le fonctionnement des sociétés en temps de guerre et désirant mettre en lumière les mécanismes de communication de ces sociétés.

Im September 1939 wurde auf beiden Seiten des Rheins über eine Million Menschen ins Innere ihres jeweiligen Landes evakuiert. In Deutschland und Frankreich haben diese Evakuierungen die beiden Staaten, ihre Bevölkerung, aber vor allem die Beziehungen der evakuierten Bevölkerung zu ihren Führern stark belastet. Abgeschnitten von ihren üblichen Informationsquellen (Regionalzeitungen, Radio) waren die evakuierten Bevölkerungen auf ihre eigenen Netzwerke angewiesen. Aus diesem Austausch zwischen den Evakuierten gehen Gerüchte hervor, die ein hervorragender Indikator für die Mentalität der Evakuierten sind. Sie spiegeln ihre Sorgen, Hoffnungen und Zweifel wider. Ihrerseits versuchen die Staaten sie einzudämmen, wobei sie je nach ihrem politischen Regime unterschiedliche Methoden anwenden. Die Analyse von Gerüchten und staatlichen Reaktionen ist für jeden Historiker, der Kriegsgesellschaften und ihre Kommunikationsmechanismen zu verstehen versucht, von wesentlicher Bedeutung.

In September 1939, on both sides of the Rhine, more than a million people were displaced to the interior of their respective countries. In Germany and France, these evacuations put a severe strain on the two states, their populations but above all on the relations that the evacuated populations had with their leaders. Cut off from their usual sources of information (regional newspapers, radio), the evacuated populations rely on their personal networks. Rumours emerged from these exchanges between evacuees. They are excellent indicators of the mentality of the evacuees. They reflect their concerns, hopes and doubts. Both States try to contain them, using different methods depending on their political regime. The study of rumours and state

reactions is essential for any historian seeking to understand the societies in wartime and to shed light on the communication mechanisms in these societies.

AUTEUR

MAUDE WILLIAMS

Post-doctorante en histoire (thèse en cotutelle entre l'Université Paris-Sorbonne et *Eberhard-Karls-Universität Tübingen*), coordinatrice scientifique du projet de recherche germano-luxembourgeois « Culture populaire transnationale – L'Europe dans les 'longues' années 1960 » à l'Université de la Sarre